

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 37/003/2007 – ÉFAI
24 avril 2007

Action complémentaire sur l'AU 219/06 (AMR 37/005/2006 du 14 août 2006) – Craintes pour la sécurité

HONDURAS **Jessica García (f), responsable communautaire et militante des droits humains ainsi que les membres de la communauté garifuna de San Juan Tela**

Le 14 avril, des coups de feu ont été tirés sur un taxi qui transportait cinq membres de la communauté garifuna (un peuple d'origine africaine) de San Juan Tela. Il s'agit là de la troisième attaque violente visant de jeunes Garifuna de ce village du département d'Atlántida (nord du Honduras) depuis quatorze mois. Amnesty International craint que les autres habitants de ce village ne soient en danger.

Le 14 avril, vers 14 heures, Keydi Jorleny Marin, Yerli Isolina Ellis, Yanaira Briyed Lambert, Eusebia Guillen et Joselyn Lizet Rivas, cinq adolescentes et jeunes femmes âgées de quinze à vingt ans, rentraient à San Juan Tela en taxi après leurs cours. D'après certaines sources, lorsque le véhicule est entré dans le village, deux hommes, qui semblaient avoir attendu aux alentours, ont commencé à tirer sur lui. Ils avaient ôté leur chemise, qu'ils utilisaient pour couvrir leur visage afin qu'on ne puisse pas les identifier. Après avoir tiré sur la voiture, ces hommes se seraient enfuis en courant. Aucune des cinq passagères n'a été blessée au cours de cette attaque, mais au moins cinq impacts de balles ont été repérés sur la carrosserie du taxi.

Selon les informations reçues par Amnesty International, la police locale ne s'est pas rendue à San Juan Tela pour recueillir les témoignages de ces jeunes filles, si bien que d'autres membres de la communauté ont dû les conduire au poste le plus proche de la *Dirección General de Investigación Criminal* (DGIC, Direction générale des enquêtes judiciaires), afin qu'elles y fassent une déposition. Ils ont été obligés de prendre en charge les frais occasionnés par ce déplacement.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Au Honduras, cela fait des années que les groupes indigènes comme la communauté garifuna, d'origine africaine, se battent pour le respect de leurs droits sur les terres qu'ils occupent depuis plusieurs générations. Les ressources naturelles présentes sur le territoire, notamment le bois, sont exploitées par des entreprises nationales et internationales. Les terres occupées par les Garifuna, sur la côte caribéenne du Honduras, sont convoitées par des sociétés qui veulent en faire des complexes touristiques, ce qui nuirait aux traditions, à la culture et au mode de vie de ce peuple, ainsi qu'à l'environnement dans lequel il vit, et risquerait de causer leur destruction. Le projet de construction d'un complexe touristique doté d'un terrain de golf 18 trous sur les terres garifuna est perçu comme un danger pour l'environnement, et puiserait de manière conséquente dans les réserves locales d'eau.

Les membres de la communauté garifuna ont été la cible de multiples menaces et actes d'intimidation qui semblent liés au fait qu'ils luttent pour conserver leurs droits sur ces terres. En juillet 2006, à la suite d'une série de graves événements, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a ordonné la mise en place de mesures de protection en faveur de la communauté de San Juan Tela. Cependant, les autorités honduriennes n'ont pas appliqué pleinement ces recommandations. Au cours du mois de mars 2006, Jessica García, responsable communautaire, a régulièrement été la cible de manœuvres de harcèlement perpétrées par des agents de sécurité travaillant pour le compte d'une société immobilière. Le 22 juin, elle a été menacée et forcée, sous la menace d'une arme, à signer un document par lequel elle cédait à cette société un territoire appartenant à sa communauté. Joselyn Lizet Rivas, l'une des adolescentes qui se trouvaient à bord du taxi attaqué le 14 avril, est sa fille. En novembre 2005, la maison de Wilfredo Guerrero a été détruite dans un incendie volontaire. Ce défenseur des droits humains et responsable de la communauté de San Juan Tela s'était opposé à l'acquisition de terres garifuna par des entreprises. Tous ses biens ont été détruits, de même que des documents concernant la communauté.

L'an dernier, un certain nombre de jeunes Garifuna de San Juan Tela ont été victimes de meurtre. Le 6 août 2006, Mirna Isabel Santos Thomas, dix-neuf ans, a été kidnappée par un groupe d'hommes aux visages

masqués. Elle a été enlevée chez elle par ces inconnus, qui étaient armés de fusils d'assaut de type AK-47, et a été retrouvée morte sur le bord d'une route près de son village. Le 25 février 2006, Epton Andrés Castillo et Gino Eligio López, deux jeunes membres de la communauté garifuna, auraient été arrêtés par des membres des forces de sécurité dans une ville voisine. On a retrouvé leurs corps le lendemain. Trois représentants des forces de l'ordre et un civil ont été inculpés à la suite de ces événements ; quatre autres agents ont fait l'objet de poursuites pour complicité. Les trois fonctionnaires inculpés de meurtre sont toujours en prison, mais le civil soupçonné d'être impliqué dans ces homicides serait en fuite. Certaines informations indiquent que les autres agents ont bénéficié d'une libération conditionnelle. Cette affaire n'a pas encore été jugée, et on attend toujours la publication du rapport d'expertise médico-légale sur les causes de la mort des deux jeunes hommes.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- déclarez-vous gravement préoccupé par la sécurité de tous les membres de la communauté garifuna de San Juan Tela ;
- priez les autorités de mettre immédiatement en œuvre les mesures de protection demandées par la Commission interaméricaine des droits de l'homme le 7 juillet 2006 en vue de garantir la sécurité de la communauté garifuna de San Juan Tela ;
- demandez qu'une enquête exhaustive et impartiale soit menée dans les meilleurs délais sur l'attaque perpétrée le 14 avril contre Keydi Jorleny Marin, Yerli Isolina Ellis, Yanaira Briyed Lambert, Eusebia Guillen et Joselyn Lizet Rivas à l'entrée du village de San Juan Tela, que les résultats de ces investigations soient rendus publics et que les responsables présumés soient traduits en justice ;
- engagez les autorités à veiller à ce que les auteurs présumés du meurtre d'Epton Andrés Castillo et de Gino Eligio López soient jugés sans délai et conformément aux normes internationales d'équité des procès ;
- exhortez les autorités à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour faire cesser les attaques et les tentatives d'intimidation visant les populations indigènes, conformément à l'article 5-b de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, qui proclame le « *droit à la sûreté de la personne et à la protection de l'État contre les voies de fait ou les sévices de la part soit de fonctionnaires du gouvernement, soit de tout individu, groupe ou institution* ».

APPELS À :

Président de la République du Honduras :

Manuel Zelaya

Presidente de la República de Honduras

Casa Presidencial, Boulevard Juan Pablo Segundo, Palacio José Cecilio del Valle, Tegucigalpa, Honduras

Fax : + 504 235 7700

Formule d'appel : *Estimado Señor Presidente, / Monsieur le Président de la République,*

Ministre de la Sécurité :

Álvaro Romero

Ministro de Seguridad Pública,

Plantel Casamata, subida al Picacho, Cuartel General de Casamata, Tegucigalpa, Honduras

Fax : +504 220 1756/ +504 220 9070

Formule d'appel : *Estimado Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,*

COPIES À :

Procureure spéciale chargée des questions ethniques au sein du ministère public :

Jany del Cid, Fiscal Especial de Etnias y Patrimonio Cultural, Ministerio Público

Edificio Lomas Plaza II, Lomas del Guijarro, Avenida República Dominicana, Tegucigalpa, Honduras

Fax : +504 221 5667 (ligne directe) / +504 221 3099 (extension 2123)

Commissaire national pour la protection des droits humains :

Dr. Ramón Custodio, Comisionado Nacional de los Derechos Humanos de Honduras

Colonia Florencia Norte, Boulevard Suyapa, Tegucigalpa, Honduras

Fax : +504 232 6894

Association locale œuvrant en faveur de la communauté garifuna :

Organización Fraternal Negra Hondureña, OFRANEH

Bo. Independencia, esquina opuesta Escuela Luis Landa., La Ceiba, Atlántida. Apt. 341, Honduras

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Honduras dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 5 JUIN 2007, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*